

Relations économiques bilatérales avec la France

Tunisie

Mai 2026

La France est le 1^{er} partenaire commercial de la Tunisie, avec 8,9 Mds€ d'échanges de biens (2025), auxquels s'ajoutent 3 Mds€ de services (2024). Elle est de loin le 1^{er} client de la Tunisie, absorbant 23% de ses exportations de biens. Le caractère intra-branche de ces échanges, structurellement déficitaires pour la France (déficit des biens de 1,8 Md€ en 2025, plus haut niveau historique), résulte de la forte intégration de la Tunisie dans les chaînes de valeur euro-méditerranéennes. La France a toutefois perdu depuis le début du siècle plus de la moitié de ses parts de marché en Tunisie (de 26% à 11%), et a progressivement laissé à l'Italie puis à la Chine sa place de 1^{er} fournisseur du pays. La balance des services est également déficitaire pour la France (environ 1,8 Md€ en 2024). La France est, par ailleurs, le 1^{er} investisseur étranger en Tunisie, avec un stock d'IDE estimé à 2,5 Mds€ (2023) et un flux annuel entrant d'environ 260 M€ en 2025 (soit un tiers des flux entrants d'IDE), contribuant au développement de l'industrie manufacturière et à la création d'emplois (1600 entreprises à participation française représentant 170 000 emplois, création de 4 400 emplois en 2025), malgré un ralentissement tendanciel des nouveaux projets en raison des incertitudes économiques. Réciproquement, les investisseurs tunisiens ont une présence significative en France avec un stock d'IDE de l'ordre de 500 M€, en croissance ces dernières années (1^{er} pays africain investisseur en France en nombre de projets).

1. Des relations commerciales bilatérales denses mais déséquilibrées, traduisant la forte intégration de l'économie tunisienne dans les chaînes de valeurs européennes

La France reste en 2025 le 1^{er} partenaire commercial de la Tunisie, avec des échanges de biens qui ont enregistré leur plus haut niveau historique en valeur, à 8,9 Mds€ (douanes françaises), malgré une dynamique atone ces dernières années (8,4 Mds€ en 2024, 8,6 Mds€ en 2023, et 8,9 Md€ en 2022) lié à un environnement économique peu porteur à la croissance du commerce (faible croissance, recul de l'investissement). Le déficit commercial bilatéral pour la France s'est établi à 1,8 Md€ en 2025 (après 1,6 Md€ en 2024), son plus haut niveau historique, en raison d'une progression en valeur plus importante de nos importations (+6,1%) en provenance de Tunisie (5,3 Mds€, soit moins d'1% de nos importations totales, la Tunisie étant le 26^{ème} fournisseur de la France) que de nos exportations (+4,4%) vers la Tunisie (3,6 Mds€, moins de 1% de nos exportations totales, 34^{ème} client). Le taux de couverture de nos importations par les exportations s'est élevé à 67% en 2025, soit le même ratio qu'en 2024. **La France est le 1^{er} client de la Tunisie** et lui offre son premier excédent commercial bilatéral, en absorbant 23,3% des exportations tunisiennes, loin devant l'Italie (16,6%) et l'Allemagne (14,4%). En revanche, avec une perte de 15,4 points de part de marché entre 2000 (26,3%) et 2025 (10,9%), la France a perdu sa place de 1^{er} fournisseur de la Tunisie au profit de l'Italie en 2017 (11,6% de part de marché en 2025), puis sa 2^{ème} place en 2022 au profit de la Chine (12,9% de part de marché), désormais devenue 1^{er} fournisseur en 2025¹.

La structure sectorielle des échanges bilatéraux de biens témoigne d'un commerce intégré intra-firmes prononcé entre maisons mères (en France) et filiales (en Tunisie), et d'une forte intégration des chaînes de valeur industrielles. C'est particulièrement le cas dans trois secteurs – (1) équipements mécaniques, électriques et informatiques ; (2) textile et habillement ; (3) équipements de transport – qui représentent 56% de nos exportations et 76% de nos importations et cumulent un déficit de 2,1 Mds€ en 2025. Les équipements mécaniques, électriques et informatiques représentent près d'un tiers des échanges cumulés (32% en 2025), et enregistrent un déficit de 576 M€ en 2025 ; les équipements de transport accusent un déficit de près de 694 M€ et le textile et habillement un déficit de 824 M€ en 2025, ce dernier secteur connaissant cependant un déclin tendanciel (45% de nos importations en 2005, 24% actuellement) face à la concurrence asiatique. Nos principaux excédents bilatéraux sectoriels sont les « produits chimiques, parfums et cosmétiques » (+205 M€) suivi des « machines industrielles et agricoles » (+124 M€) et des produits pharmaceutiques (+115 M€).

Les échanges de services bilatéraux ont représenté 3 Mds€ en 2024 (0,6 Md€ d'exportations de services français, 2,4 Mds€ d'importations de services tunisiens), dégageant un déficit pour la France de 1,8 Md€ (contre -0,6 Md€ en 2019). Ce déficit se décompose entre services de voyages (-0,6 Md€) et autres services (-1 Md€). Il traduit la forte fréquentation touristique française en Tunisie et les activités de prestations de services aux entreprises (services de R&D, services financiers, services commerciaux) délocalisées par des groupes français. La France est le 3^{ème} pays émetteur de touristes étrangers en Tunisie, derrière l'Algérie et la Libye, la part de la clientèle française étant toutefois en recul tendanciel (20% en 2010 avec 1,4 million ; 12,1% en 2024 avec environ 1,1 M de visiteurs français). La fréquentation touristique des tunisiens en France reste très réduite, la France ayant accordé en 2025 plus de 116 000 visas à des citoyens tunisiens (+11% par rapport à 2024), principalement pour des courts-séjours, soit une part très faible parmi la clientèle touristique en France.

La France est aussi le premier pays d'origine des transferts de fonds de la diaspora vers la Tunisie. Selon la Banque Centrale de Tunisie (BCT), les envois de fonds de France à destination de la Tunisie se sont élevés à près d'1,2 Md€ (4,2 Mds TND) en 2024, soit environ 42% des transferts vers la Tunisie².

2. Investissements croisés : la France reste le principal investisseur étranger en Tunisie.

Les investisseurs³ français ont une présence historique importante et diversifiée en Tunisie. Selon la Banque de France, le stock d'IDE français en Tunisie était évalué à 2,6 Mds€ en 2024, un niveau stable par rapport à 2023. Selon la FIPA⁴, la France serait en 2023 (dernière année disponible) le 1^{er} investisseur étranger en termes de stocks d'IDE avec 2,5 Md€ (soit 20% du total), à travers 1 612 entreprises à participation française (au moins 10% du capital) représentant 168 000 emplois. En termes de flux annuels d'IDE, la France est régulièrement le 1^{er} investisseur étranger en Tunisie : en 2025, ces flux représentaient environ un tiers des flux entrants (hors énergie) avec 900 M TND soit environ 263 M€ (en hausse de 41% par rapport à 2024), répartis entre 30 projets d'investissement *greenfield* et 321 projets d'extension, soit plus de 4 350 emplois créés, très majoritairement dans l'industrie. Environ 80% des entreprises étrangères en Tunisie sont sous le statut préférentiel des « entreprises totalement exportatrices »⁵. Selon les données d'Eurostat sur les filiales à l'étranger, 670 filiales françaises seraient présentes en Tunisie (2023), employant 81 000 salariés et réalisant un chiffre d'affaires de 3,8 Mds EUR⁶.

Au-delà de l'atonie économique et de l'étroitesse du marché tunisien, le manque de visibilité sur les perspectives économiques est préjudiciable à l'environnement des affaires et à l'accélération des investissements étrangers (les flux entrants d'IDE ont connu une baisse tendancielle après la révolution de 2011). Pour autant, les entreprises françaises en Tunisie maintiennent une dynamique de croissance de leur activité et de leurs investissements et contribuent positivement à l'économie tunisienne en termes de transferts de technologie et de montée en gamme, d'emplois, de qualification du personnel et de développement durable. A la faveur de la forte compétitivité de sa main d'œuvre par rapport aux pays de l'UE, et de sa proximité géographique, la Tunisie bénéficie d'atouts pour continuer de développer son secteur exportateur et son intégration aux chaînes de valeur européennes, alors que nombre de groupes européens cherchent à relocaliser leurs capacités de production à proximité du marché européen et à diversifier leurs sources d'approvisionnement.

La progression des investissements directs tunisiens en France a été dynamique ces dernières années. Après une progression constante entre 2011 et 2016 pour s'établir à 456 M€, le stock d'IDE tunisiens en France s'est stabilisé entre 500 et 550 M€ jusqu'en 2021 avant de reculer à 433 M€ en 2022. Ce stock a ensuite enregistré une hausse de 10% en 2023, suivie d'une nouvelle progression de 5,4% en 2024, pour s'établir à 504 M€⁷. En 2025, la Tunisie demeure le 1^{er} pays africain investisseur en France en nombre de projets (12 projets recensés par Business France) et en termes de création d'emplois (191), devant le Maroc. Selon Eurostat, la France accueillerait 33 filiales de groupes tunisiens (620 salariés)⁸.

NOTES DE FIN

¹ D'autres pays émergents ont également vu leur présence commerciale en Tunisie s'accroître ces dernières années comme l'Algérie (7,6%), la Russie (5%) ou la Turquie (5%), même si le commerce tunisien reste très largement tourné vers l'UE (70% des exportations et 44% des importations).

² Devant l'Allemagne et l'Italie dont les revenus du travail envoyés à la Tunisie se sont élevés respectivement à 1,9 Md TND (19% des revenus du travail) et à 1,4 Md TND (14% des revenus du travail) en 2024.

³ Les investissements étrangers sont essentiellement des investissements directs (au moins 10% du capital), les investissements de portefeuille étant négligeables en Tunisie.

⁴ Agence publique tunisienne de promotion des investissements étrangers.

⁵ Sous condition d'exporter la quasi-totalité de leur production (possibilité d'écouler en Tunisie jusqu'à 30% du chiffre d'affaires à l'export de l'année précédente), ces entreprises peuvent bénéficier du statut douanier préférentiel des entreprises « totalement exportatrices ». Celles dont plus de 66% du capital est détenu par des non-résidents bénéficient du statut « d'entreprise non résidente au sens du code des changes » (ou entreprises « offshore ») qui facilite les opérations de change et rapatriements de devises. Par ailleurs, le code des investissements prévoit différents mécanismes d'incitations financières aux nouveaux investissements (subventions, participations au capital, avantages fiscaux), notamment pour favoriser le développement des secteurs dits prioritaires, la création d'emplois, le développement régional, les activités innovantes et les exportations. Les grands projets d'investissement dits « d'intérêt national » (investissement d'au moins 50 M TND - soit environ 15 M EUR - ou création d'au moins 500 emplois), peuvent se voir accorder d'autres avantages (prime allant jusqu'au tiers du montant de l'investissement, avantages fiscaux pendant 10 ans).

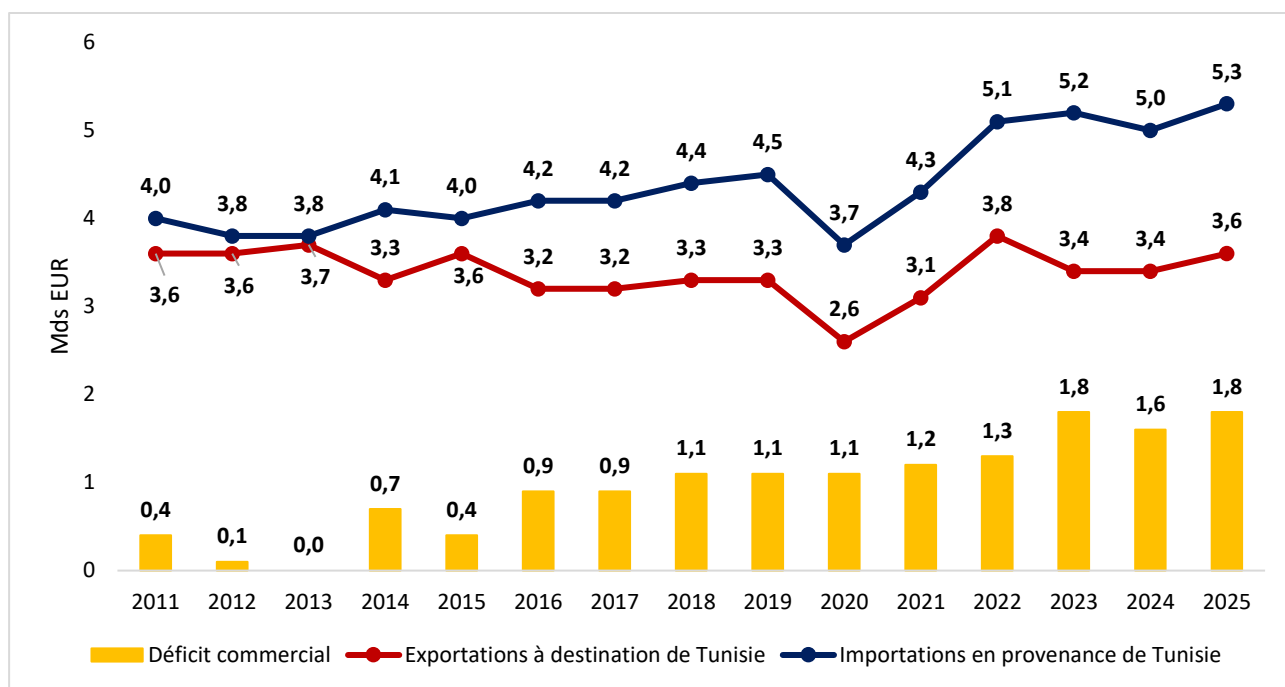
⁶ Sur la dernière décennie, le nombre de filiales françaises recensées par l'enquête OFATS de l'INSEE varie entre 330 (2011) et 670 (2023), employant entre 42 000 et 81 000 salariés. Cela représente environ les deux tiers des filiales d'entreprises de l'UE présentes en Tunisie.

⁷ Les principaux investisseurs tunisiens sont les groupes PEC (plasturgie), El Badr (présent au Sommet Choose France 2023), Vermeg (logiciels bancaires), Poulina.

⁸ Voir https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/fats_ctrl_custom_20258357/default/table

ANNEXES

Figure 1 - Echanges commerciaux bilatéraux entre la France et la Tunisie.



Source : Douanes françaises

Tableau 1 - Commerce bilatéral France-Tunisie en 2025 : répartition par secteurs.

Evolution récente en A17 et A38 - euros Source : Douanes	Exportations FAB			Importations CAF			Solde	
	2024	2025	évolution %	2024	2025	évolution %	2024	2025
Ensemble	3 410 615 150	3 560 320 780	4,4	5 039 090 242	5 344 850 829	6,1	-1 628 475 092	-1 784 530 049
Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	58 883 154	131 808 563	123,8	84 367 979	86 211 846	2,2	-25 484 825	45 596 717
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	3 798 518	4 258 650	12,1	21 090 841	62 152 894	194,7	-17 292 323	-57 894 244
Hydrocarbures naturels et autres produits des industries extractives	3 431 557	3 389 013	-1,2	4 079 040	53 395 917	1209,0	-647 483	-50 006 904
Électricité et gaz manufacturé	9 704	101	-99,0	0	0		9 704	101
Déchets industriels et ménagers	357 257	869 536	143,4	17 011 801	8 756 977	-48,5	-16 654 544	-7 887 441
Produits des industries agroalimentaires (IAA)	84 320 726	82 351 310	-2,3	125 391 921	125 572 935	0,1	-41 071 195	-43 221 625
Produits pétroliers raffinés et coke	62 040 059	136 857 674	120,6	24 541	22 820 642	92889,9	62 015 518	114 037 032
Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	1 088 710 633	1 162 116 449	6,7	1 647 770 564	1 738 390 473	5,5	-559 059 931	-576 274 024
Produits informatiques, électroniques et optiques	300 189 521	341 922 839	13,9	723 111 443	751 097 791	3,9	-422 921 922	-409 174 952
Équipements électriques et ménagers	539 939 150	552 141 884	2,3	780 440 767	843 351 697	8,1	-240 501 617	-291 209 813
Machines industrielles et agricoles, machines diverses	248 581 962	268 051 726	7,8	144 218 354	143 940 985	-0,2	104 363 608	124 110 741
Matériels de transport	452 383 839	346 712 579	-23,4	967 784 229	1 040 286 107	7,5	-515 400 390	-693 573 528
Autres produits industriels	1 651 358 566	1 685 161 779	2,0	2 187 408 581	2 264 229 565	3,5	-536 050 015	-579 067 786
Textiles, habillement, cuir et chaussures	492 499 640	473 181 950	-3,9	1 342 921 706	1 297 317 017	-3,4	-850 422 066	-824 135 067
Bois, papier et carton	55 803 244	58 156 608	4,2	34 028 262	41 361 895	21,6	21 774 982	16 794 713
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	272 547 034	259 570 334	-4,8	38 381 519	54 648 294	42,4	234 165 515	204 922 040
Produits pharmaceutiques	136 581 634	143 723 137	5,2	29 422 699	28 730 237	-2,4	107 158 935	114 992 900
Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux et métalliques	295 070 613	329 134 027	11,5	365 821 012	446 669 288	22,1	-70 750 399	-117 535 261
Produits métallurgiques et métalliques	266 633 047	280 112 117	5,1	195 452 454	183 928 200	-5,9	71 180 593	96 183 917
Produits manufacturés divers	132 223 354	141 283 606	6,9	181 380 929	211 574 634	16,6	-49 157 575	-70 291 028
Produits divers	9 119 655	11 053 776	21,2	5 251 586	5 186 367	-1,2	3 868 069	5 867 409
Produits de l'édition et de la communication	8 940 950	10 968 623	22,7	5 004 520	5 066 539	1,2	3 936 430	5 902 084
Plans et dessins techniques ; plaques et films photographiques	141 902	77 132	-45,6	0	561		141 902	76 571
Objets d'art, d'antiquité et de collection	36 803	8 021	-78,2	247 066	119 267	-51,7	-210 263	-111 246
Cheveux bruts	0	0		0	0		0	0

Source : Douanes françaises

Figure 2 - Les principaux produits exportés par la France en Tunisie (en % du total) – 2025.

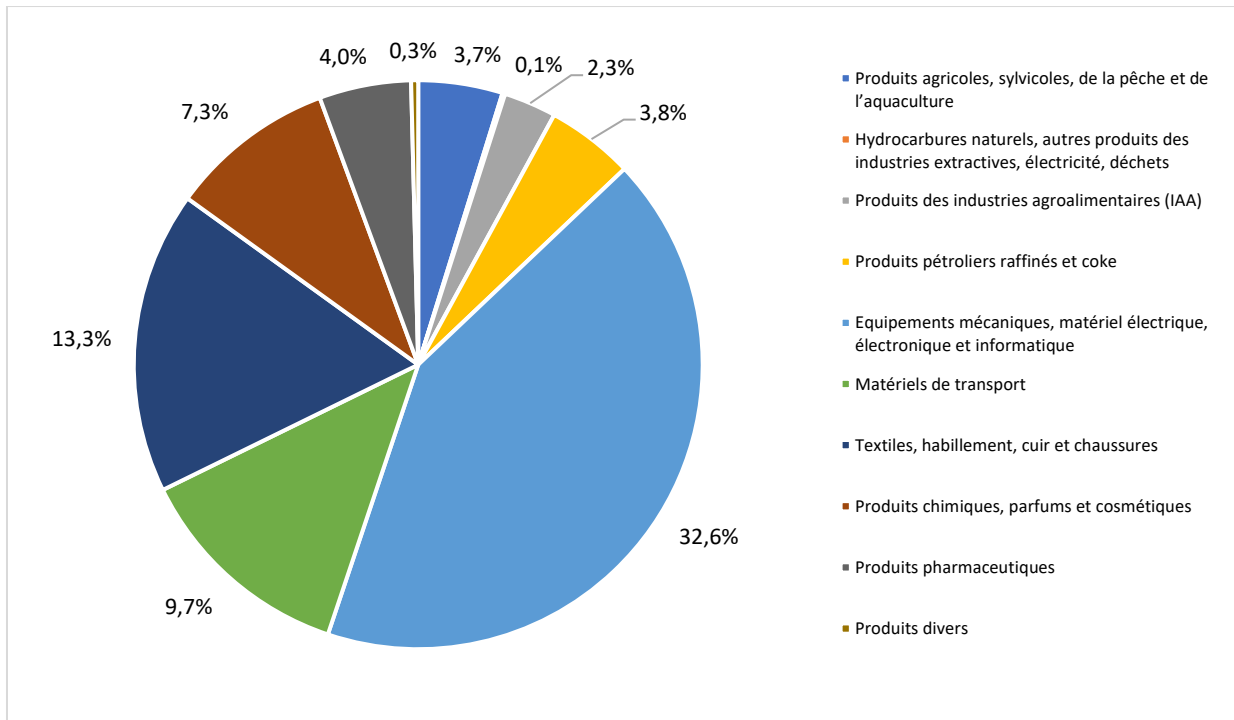
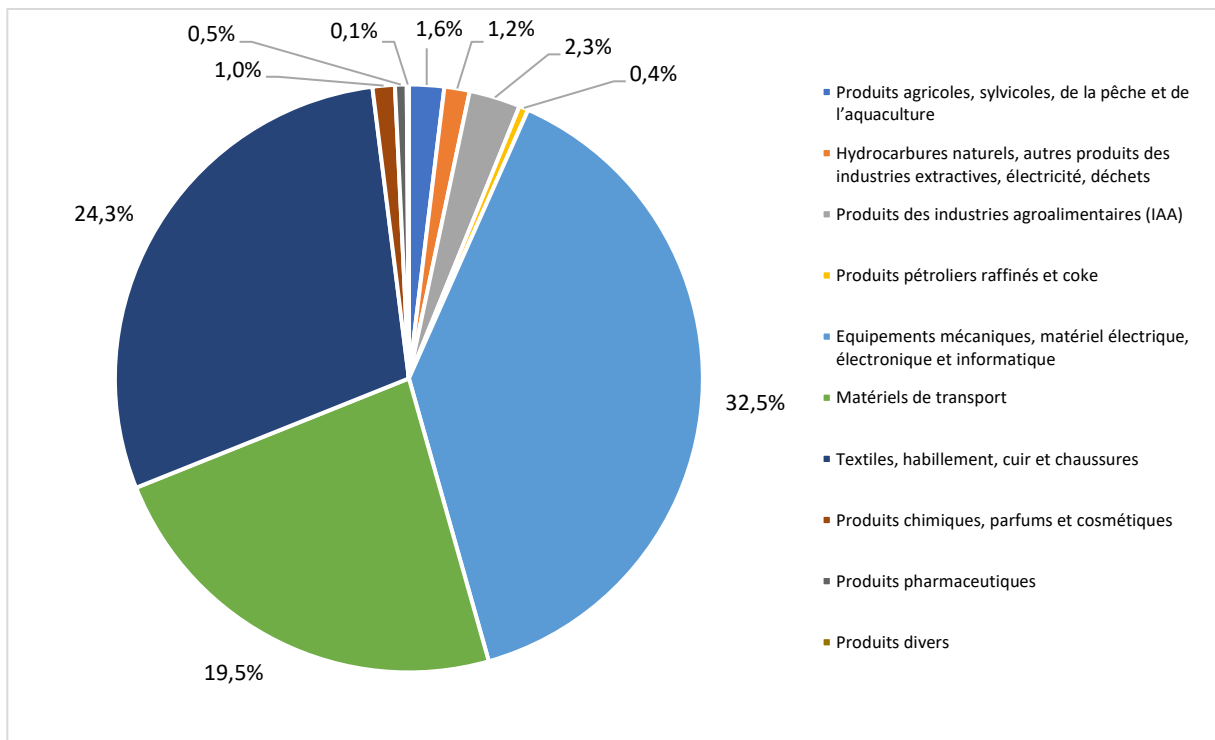


Figure 2bis - Les principaux produits importés en France depuis la Tunisie (en % du total) – 2025.



Source : Douanes françaises

Figure 3 – Evolution des flux entrants d'IDE (hors énergie) en Tunisie par pays d'origine (en M TND) selon la FIPA

